

PRESENCE SOCIALISTE

Dispensé de timbrage

Annecy CTC



MENSUEL DE LA FEDERATION DU PARTI SOCIALISTE DE HAUTE SAVOIE

DEPOSE LE 23/09/2009

Mensuel
PS BP 830
74016 Annecy Cedex
ABONNEMENT : 7,62 euros
ISSN 1276 - 3756
Septembre 2009
N° 123

AGENDA FEDERAL

1er octobre : VOTE EN SECTION
- Désignation de la tête de liste socialiste aux élections régionales
- consultation militante sur les primaires ouvertes, le non-cumul des mandats, la parité, la diversité et le renouvellement générationnel, la démocratie interne au PS, des règles d'éthique.

2 octobre : Vote en section : second tour éventuel

3 octobre :
CONSULTATION NATIONALE SUR LA PRIVATISATION DE LA POSTE

SOMMAIRE

- p.1: Edito - Sommaire - Agenda Fédéral
- p.2: La Rochelle 2009
- p.3: Consultation citoyenne sur le service public postal
- p.4: Taxe carbone Sarkozy : le pataquès !
- p.5: Economie : Quelle sortie de crise?
- p.6: Billet d'humeur
- p.7: Une réforme en trompe l'œil qui affaiblira les collectivités
- p.8: Ils l'ont dit, et on les en remercie !

LE PS EST OPPOSE AU TRAVAIL DU DIMANCHE, NON ?

Et qu'est-ce qu'ils font les socialistes de Haute-Savoie en réunissant leur séminaire de rentrée ce dimanche 20 septembre ? plus de 70, qu'ils étaient pour accueillir Jean-Jack QUEYRANNE dans un premier temps, s'informer sur les prérogatives du Conseil Régional, puis travailler en ateliers sur un développement de la Haute-Savoie qui soit durable !

On peut dire ce qu'on veut des socialistes, du PS : exciter leurs divisions, exacerber leurs ego, écrire des marronniers réchauffés sur leur fonctionnement interne, qui est humain et donc imparfait mais perfectible. N'empêche qu'ils répondent « présent » quand il s'agit d'apprendre, d'échanger, de débattre pour mieux repartir au terrain, persuader, convaincre.

Si un jour, aujourd'hui je le crois, le PS est sauvé, c'est à sa base qu'il le devra, qu'il le doit. A la force de conviction de ses adhérents, à leur volonté d'avancer, de clore les pages douloureuses et d'aller de l'avant, de manifester leur dignité face aux attaques : « même pas mal ! ». Aux élus de terrain qui, issus de son rang gardent le contact avec ses militants, considèrent leur mandat comme d'abord reçu d'eux et ont à cœur, au-delà de se faire réélire, de la nourrir, cette base, d'en être les représentants exemplaires en terme de travail, de démocratie, de transparence.

Le PS aujourd'hui, plus que jamais, on l'aime ou on le quitte, on s'y interdit les attaques inutiles, on s'y autorise la fraternité ! On y recherche ce qui nous est commun plus que ce qui nous divise ! Et c'est quoi, ce qui nous est commun ? La bataille des idées, celle de la justice, celle de l'égalité, celle de la dignité, celle de la tolérance et de l'ouverture. C'est aussi la conquête de l'électorat, même en Haute-Savoie, figurez-vous ! C'est une présence permanente au terrain. Présence des élus locaux dans leur exercice quotidien ; présence des militants socialistes à leur terrain à eux que sont les entreprises, les associations, les syndicats, leur voisinage, leur quartier...

Et puis, il y a des échéances électorales. Cette journée de séminaire en a inauguré une, majeure, où les socialistes haut-savoyards ont une partition à jouer : surtout pas celle d'un soliste qui étalerait son brio, mais bien plutôt celle du corps de l'orchestre, dans sa force, dans sa diversité, dans son unisson.

Soyons ceux-là, avec l'assurance que je vous donne, aujourd'hui comme hier, de la transparence, de la démocratie, de l'écoute, puisque l'objectif, le seul, est de l'emporter face à une droite dure, mensongère, arrogante.

Claire DONZEL,
Première Secrétaire Fédérale.

LA ROCHELLE 2009 ou la construction d'une maison commune des forces de gauche

Jean-Pierre PIGNIEZ a participé à l'Université d'Été du Parti Socialiste 2009 à La Rochelle, il nous fait part dans l'article ci-dessous de ses impressions et du lancement des travaux de construction d'une maison commune des forces de gauche.

Comme beaucoup de militants, je suis arrivé à La Rochelle avec quelques inquiétudes :

Va t'on retrouver les sempiternelles querelles de personnes avec en toile de fond les ambitions personnelles ? Va t'on pouvoir aborder enfin les questions de fond pour avancer sur un véritable projet tant attendu par "le peuple de gauche" ? Va t'on clarifier enfin notre position vis à vis du modem ? Va t'on enfin construire une méthode de travail qui nous permette de construire un rassemblement à gauche pour une véritable alternance durable en 2012 ?

Je crois pouvoir dire que l'ensemble des participants à l'Université d'Été de la Rochelle, comme moi-même, sont ressortis satisfaits et soulagés.

La Rochelle 2009 restera un événement politique historique important car nous avons enfin une projection sur l'avenir claire en terme d'objectifs et de méthodes.

L'objectif est d'ouvrir avec l'ensemble des forces de gauche, les organisations syndicales, des intellectuels, des chercheurs, des artistes, **un débat** devant les français et avec eux **sur la société dans laquelle nous voulons vivre demain.**

Un débat qui n'écarte aucun sujet et qui devra permettre au bout du processus de faire émerger un projet de société ambitieux, concret, mais réaliste sur les grands enjeux de société, tels que :

- la réduction des inégalités par la fiscalité mais également par une nouvelle politique des revenus et des salaires, une meilleure répartition entre le capital et le travail
- la réforme du système financier
- l'intégration par les entreprises des nécessités environnementales
- la défense du secteur public
- la nécessité de repenser l'Europe et son modèle de développement
- les medias et la démocratie, le féminisme en 2009, les réformes nécessaires du système éducatif...

Bref, la liste pourrait s'allonger car les problèmes ne manquent pas. Vu de l'extérieur vous pouvez vous dire: « oui mais quoi de bien de nouveau ? »

La grande nouveauté c'est la méthode.

Méthode initiée par le laboratoire des idées du PS dirigé par Christian PAUL et ses collaborateurs qui ont organisé les tables rondes de l'Université d'Été où étaient présents des écologistes, des communistes, des membres du PRG, des chercheurs, des intellectuelles et naturellement des militants socialistes.

Les débats ont été ouverts mais aussi structurés et avec des interventions de l'assistance, l'objectif étant que chacun apporte, enrichisse le débat et s'enrichisse lui-même.

De ces tables rondes est ressorti le constat suivant : on ne peut pas aller vers les français en disant : « que pensez vous de tel ou tel sujet et nous en tirerons le programme futur ». Nous devons aller devant les français avec une méthode. Nous devons nous unir avec les représentants des forces de gauche et des associations qui ont des idées, parfois complémentaires ou contradictoires et construire un projet dans le respect mutuel.

Après une confrontation de ce projet à l'opinion publique, on réalise une synthèse où ressort les points d'accords, les points qui restent à approfondir, les points de désaccords... C'est ainsi que l'on construit la maison commune et c'est sur cette base que se dégagera le ou la candidate pour les élections de 2012. La personne qui se dégagera sera le résultat d'un projet et non pas l'inverse.

Naturellement tout reste à construire et c'est à nous maintenant, militants, de construire et de faire vivre le débat et la méthode dans nos villes et dans nos départements.

A La Rochelle nous avons construit les fondations de la maison commune maintenant il faut monter le reste et c'est un sacré travail qui nous attend si on veut réussir.

Il faut également affiner précisément et avec nos partenaires les modalités des primaires. Naturellement cela ne veut pas dire qu'il y aura un candidat unique de la gauche en 2012 au premier tour mais, quoiqu'il arrive une telle méthode peut permettre au PS de régler le problème du leadership et ainsi aborder le deuxième tour dans un climat positif et constructif au sein de la gauche, ce qui sera indispensable si nous voulons gagner.

Se posera aussi le problème de l'alliance avec d'autres forces politiques comme le modem. Celui-ci, par l'intermédiaire de ses leaders et en particulier François BAYROU, s'affiche depuis plusieurs mois comme un opposant au Sarkozisme. De ce fait il se situe dans l'opposition à la politique gouvernementale actuelle mais l'anti sarkozisme n'est pas un projet politique et ne peut pas suffire pour construire une alliance politique sinon pourquoi ne pas s'allier à Dominique DE VILLEPIN qui n'est pas en reste pour critiquer la politique gouvernementale actuelle.

A l'heure actuelle le projet du modem est pour le moins peu clair. C'est donc à lui de clarifier ses positions et propositions.

De mon point de vue, il nous faut déjà rassembler l'ensemble des forces de gauche et écologistes... cela va demander beaucoup d'efforts et de travail.

Si nous travaillons à construire la maison commune à la gauche, les électeurs et même des adhérents du modem viendront participer en tant que citoyens. Sachons les accueillir en tant que tels dans le débat commun et la problématique se règlera d'elle-même car le modem n'a pu se développer que par la faiblesse du PS.

A nous tous d'apprendre dans le respect de chacun à construire cette maison commune.

Rassembler dans la clarté, respecter les diversités, rechercher l'efficacité, telles devront être aujourd'hui et demain nos lignes d'action.

Jean-Pierre PIGNIER,
Adhérent de la section Vallée du Giffre.



L'UNIVERSITÉ d'ÉTÉ du PS
LA ROCHELLE, LES 28-29-30 AOÛT 2009



Retrouvez l'ensemble des comptes-rendus des tables rondes et ateliers sur le site : <http://larochelle2009.parti-socialiste.fr/>

CONSULTATION CITOYENNE SUR LE SERVICE PUBLIC POSTAL

Les Socialistes ont toujours défendu un modèle de société fondé sur le pacte social républicain à la base duquel se trouvent les services publics. En l'occurrence, seul le service public permet de donner précisément à chacun toutes possibilités, où qu'il réside géographiquement, de transmettre et recevoir du courrier.

Mais ce modèle social est clairement mis en danger dans le cadre de l'Union Européenne qui, non seulement ignore totalement la notion de services publics à la française, mais surtout met à l'inverse, au cœur de son modèle, le libre jeu du marché et de la concurrence.

Face au passage en force du gouvernement sur le dossier du changement de statut de La Poste, il ne fait aucun doute que le projet de loi postale vise au démantèlement puis à la privatisation du service public postal.

Les conséquences d'une telle décision seraient catastrophiques pour nos territoires et le quotidien de nos concitoyens : inégalités d'accès, suppression massive de bureaux de poste, suppression massive de tournées (notamment des tournées du samedi en zones pavillonnaire et rurale), la logique financière et de rentabilité se substituant à la mission de service public.

Depuis bientôt un an, le Comité national contre la privatisation a multiplié les actions pour sensibiliser nos concitoyens. Le Parti Socialiste soutient et participe aux initiatives portées par la coordination nationale contre la privatisation de La Poste, en lien avec l'ensemble des syndicats et partis de gauche.

Le projet de loi présenté en Conseil des ministres le 27 juillet 2009 marque un étape majeure dans le processus de privatisation auquel il nous faut nous opposer. En effet, les arguments présentés en faveur du changement de statut n'ont pas d'autres explications : il s'agit d'un premier pas vers la privatisation. Ni les directives, ni les normes communautaires ne comportent d'obligation juridique concernant le statut des opérateurs ou leur privatisation. Cette décision est du seul ressort des états membres. Les considérations financières ne sont pas plus valables : la Poste s'autofinance pour son développement.

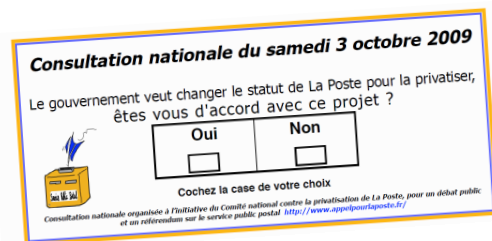
Le Parti Socialiste rappelle son engagement contre la privatisation et pour un service postal universel rénové, en précisant par un grand débat public les objectifs et les missions : égalité, tarif unique, sécurité, sûreté et confidentialité, refus de tout dumping social ou d'écrémage territorial.

Le Parti Socialiste a demandé solennellement au Gouvernement d'ouvrir un grand débat public et d'accepter que l'avenir de la Poste soit décidé par les citoyens eux-mêmes dans le cadre d'un référendum en vain.

Le Bureau National du PS apporte donc son soutien à l'initiative du Comité d'organiser une votation citoyenne le 3 octobre prochain partout en France.



Les modalités de la votation sont les suivantes : toute personne âgée de 18 ans peut voter quelle que soit sa nationalité. Il n'est demandé aucune pièce d'identité. Sur la feuille d'émargement, inscrire son nom et prénom, sa commune de résidence, et sa signature.



La Fédération Socialiste de Haute-Savoie, en lien avec le Comité départemental contre la privatisation de La Poste, s'est engagée dans l'organisation de cette journée de consultation citoyenne. La définition des lieux de vote est en cours d'élaboration. Si vous souhaitez participer à cet événement (en allant voter, en tenant un bureau de vote) nous vous invitons à vous rapprocher de votre secrétaire de section. Pour réussir cette opération visant à créer un rapport de force citoyen avec la droite, nous avons besoin de la mobilisation et l'implication de chacun pour faire de cette votation un succès populaire.

Pour tous renseignements complémentaires rendez-vous sur les sites : www.appelpourlaposte.fr/ (vous y retrouverez la profession de foi et le bulletin de vote) et <http://laposte.parti-socialiste.fr> (où seront recensés les lieux de vote)

Simone TABOUREL,
Déléguée fédérale aux services publics.

TAXE CARBONE SARKOZY : LE PATAQUES !

Une taxe de plus, une taxe en temps de crise, décidée dans la cacophonie et à l'aveuglette, une taxe injuste socialement, inefficace écologiquement, incertaine économiquement : voilà ce que Nicolas Sarkozy réserve aux Français, voilà comment il compte sauver la planète et tenir les engagements de la France à réduire l'effet de serre... A moins qu'il ne s'agisse que d'un coup foireux pour trouver, absolument, de nouvelles rentrées fiscales ?

Quel gâchis !

Ce n'est pas l'idée d'une fiscalité écologique qui est en cause, nous savons, les Français aussi, qu'il y a urgence à encourager particuliers et entreprises à changer de comportements, à modérer la consommation énergétique, à stimuler le développement des énergies renouvelables. La fiscalité écologique en est un moyen, si elle est utile et juste nous y sommes favorables.

Mais justement, il ne peut pas y avoir de politique écologique audacieuse et efficace sans justice sociale et équité dans son application, et avec cette taxe carbone Sarkozy on est loin du compte, sur l'efficacité comme sur la justice sociale.

Cette taxe n'aura pas les effets écologiques escomptés.

Les plus gros pollueurs échappent à la taxe et continueront à payer, selon la seule loi du marché, des quotas européens d'émission de CO₂, comme autant de droits à polluer... Quel aveuglement ou quelle complicité de croire ou de laisser croire à des marchés financiers écologiquement éthiques !

L'électricité est exclue de la taxe, pourquoi ? Sans énergies renouvelables suffisamment disponibles la taxation du gaz et du fuel va encourager un transfert sur l'électricité. A-t-on oublié que son usage revient aujourd'hui très cher pour se chauffer, faute de performance des équipements disponibles ? A-t-on oublié que, faute de pouvoir la stocker, on fait appel aux centrales thermiques fortement polluantes pour répondre aux besoins en période de pic de consommation ? La France sera donc en pic de consommation permanent... Prétexte pour développer de plus belle l'énergie nucléaire ?

On nous dit qu'une commission, pléthorique, se chargera d'évaluer les seuils et la progressivité de cette taxe, pour une incitation efficace. C'est d'abord un signe de faible engagement du pouvoir pour le pilotage d'un dispositif qualifié d'historique.

Et qui parle des indispensables moyens à mettre en place, sans lesquels une taxe écologique, seule, n'est qu'un leurre ou un impôt de plus ? Qui parle des accompagnements aux particuliers et aux entreprises, de la politique économique, de la réorientation d'ensemble des politiques publiques ? Les Français peuvent ils décemment aujourd'hui se chauffer sans pomper beaucoup encore sur l'énergie fossile ? L'Etat ne doit-il pas faire des efforts économiques, réglementaires et fiscaux pour permettre un habitat économe, voire passif ? Trouve-t-on aujourd'hui des voitures électriques accessibles ? Pouvons nous tous, aujourd'hui, nous tourner

vers des modes de transports alternatifs ? A observer la politique du gouvernement en matière de transport collectif on peut en douter ! TER transférés aux régions sans compensation financière, celles ci bouclent même aujourd'hui les financements de lignes TGV... Tramways et autres transports en site propres en mal de financements d'Etat... On mesure l'absence de volonté de faire émerger des alternatives aux transports individuels polluants.

Elle est injuste socialement et incertaine économiquement.

Le mensonge du plus petit dénominateur. Il y avait eu nombre de ballons d'essai des ministres, la colère montante et l'inquiétude des Français, de multiples consultations. NS l'avait promis : cette taxe n'était pas un impôt supplémentaire, serait entièrement compensée, ne servirait pas de substitution à la suppression de la Taxe Professionnelle, son produit serait fléché vers des usages propices à l'évolution des comportements. Il a, un peu, à peu près, menti sur tout.

Si la taxe sera compensée pour les ménages, réduction d'impôt ou chèque vert, les projections montrent que cette compensation sera variable : il y aura plus de perdants que de gagnants, dès la première année.

Les plus vulnérables payeront proportionnellement plus que les riches, à la fois parce que l'énergie pèse davantage dans leur budget en regard de leurs ressources et parce qu'ils sont généralement plus dépendants d'habitats mal isolés, plus excentrés et de transports plus vieux et polluants.

Le chèque vert ou le crédit sera versé de la même manière au Rmiste comme aux contribuables profitant du bouclier fiscal et aucune mesure d'accompagnement social n'est prévue pour les classes moyennes et les plus démunis. Pour les entreprises non soumises aux quotas la taxe ne sera pas compensée et l'affectation de son produit n'est pas encore connue. Le gouvernement fait une nouvelle fois dans l'obscurantisme !

Si l'opération leur est globalement favorable (la taxe prélevée sur elles atteindrait autour de 2,4 milliards d'euros quand le montant de la suppression de la part investissement de la taxe professionnelle représente une économie chiffrée entre 5,5 et 7,6 milliards d'euros), les impacts et pénalisations économiques sur les professions grosses consommatrices de transports (transports routiers, taxis, agriculture, pêche) sont incertains, propices à de nombreux marchandages.

Cette taxe Sarkozy, à quoi sert elle, au juste ?

A faire reculer une vraie fiscalité écologique,

A pénaliser les plus fragiles,

A servir quelques lobbies,

à l'aveuglette

Nous n'en voulons pas, pas ça !

Myriam CONSTANTIN,

Guillaume DEKKIL,

Secrétaires fédéraux au développement durable.

ECONOMIE : QUELLE SORTIE DE CRISE ?

On assiste actuellement à des annonces de perspective de sortie de crise, par les gouvernements, les banquiers et la presse. Qu'en est-il ?

Les gouvernements ont agi avec rapidité, même si souvent de manière insuffisante. Et le contribuable ne supportera pas tout de cet effort (il a apporté sa garantie aux banques) mais il paiera beaucoup et pendant des générations avec l'augmentation considérable de la dette publique.

Cela en tout cas ne semble pas poser à la profession bancaire un problème éthique considérable. Elle a entrepris un peu partout d'actives campagnes pour éviter les contrôles envisagés et conserver la possibilité de verser à ses dirigeants et à ses traders des rémunérations extravagantes.

Gordon BROWN, Barack OBAMA, et à un degré moindre France et Allemagne, font l'objet d'une offensive pour que rien ne change. Quelques mesurées (mise à distance des paradis fiscaux...), discours symboliques sur les rémunérations, mais le système bancaire est maintenu en préservant aussi ses lourds facteurs d'instabilité et donc de nouvelle explosion (avidité démesurée, orientation systématique vers la recherche de la fortune qui explique aussi bien l'extension considérable des produits dérivés que les invraisemblables niveaux de rémunération, comme la tendance à la tricherie).

« Le détonateur financier pourra sauter une nouvelle fois dans quelques années..... De là à essayer de réduire le volume insensé de l'activité bancaire par rapport à celui de la production, de là à essayer d'entraver la cupidité collective qui a fait dériver l'essentiel de cette profession vers l'immoralité, il y a un pas que l'on se garde bien de franchir. Et on recommence » (Michel ROCARD).

Les économies développées sont toutes en récession en ce moment. Mais la crise c'est surtout la situation du chômage et la précarisation, et là l'augmentation est forte. Actuellement, en Amérique du Nord, Europe et Japon, plus du quart de la population est soit en situation précaire, soit au chômage, soit pauvre. Plus de 8 millions de Français vivent en dessous du seuil de pauvreté (enquête INSEE sur les revenus 2007).

Le détonateur financier a frappé des économies anémiées. Le fond de la crise est là et c'est à cela qu'il faut porter remède. En sortir n'est pas facile. Relancer exclusivement la consommation n'a guère de sens : on importerait davantage de Chine et d'Inde.

Il faut investir dans les économies d'énergie, les énergies renouvelables, les techniques et produits bio, les technologies high-tech, la formation et la recherche..... C'est ce démarrage qui pourra ensuite entraîner une hausse du pouvoir d'achat et de la consommation.

Or l'investissement dans l'industrie, les services et l'agro alimentaire est gravement entravé : les entreprises du monde développé ont vu leurs actifs financiers diminuer de plus de moitié, limitant ainsi leurs capacités d'investissement. De plus, le redressement relatif et précaire du monde bancaire s'accompagne du resserrement des conditions de crédit. **Une reprise économique n'est donc guère possible à court-moyen terme.**

La sortie de crise suppose, après redémarrage par l'investissement, de retrouver un mécanisme liant les salaires aux gains de productivité. Or, nous serons probablement entre - 5 et - 10 % du niveau de production antérieur suivi d'une croissance à peu près nulle ou très faible pour les 3 ou 4 prochaines années.

Cela veut dire mise à mal de la cohésion sociale, fragilité des gouvernements, montée du populisme.

A nous, non seulement de dénoncer le discours sur la sortie de crise prochaine, mais aussi de faire des propositions concrètes de relance de l'investissement et de tout faire pour maintenir et améliorer la cohésion sociale.

Ce sera l'enjeu de nos prochaines batailles, en particulier des élections régionales.

**Georges CONSTANTIN,
Secrétaire fédéral à l'Economie.**

RENFORCEZ LE PARTI SOCIALISTE, REJOIGNEZ SES RANGS.

NOM : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

☎ : Mèl :

- ⇒ Je souhaite prendre contact avec les socialistes,
- ⇒ Je désire adhérer au Parti Socialiste,
- ⇒ Je m'abonne ou je renouvelle mon abonnement à Présence Socialiste (7,62 euros minimum)

A retourner à : PARTI SOCIALISTE - 8 rue Louis Armand - B.P. 830 - 74016 ANNECY Cedex

BILLET D'HUMEUR

ENCORE UN COUP BAS DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement a présenté en conseil des ministres le 9 septembre un projet de loi sur la création du « défenseur des droits » destiné à remplacer, le médiateur de la République, le Défenseur des Enfants et la Commission nationale de déontologie de la Sécurité.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



La décision de supprimer le défenseur des enfants sans la moindre concertation l'année où on fête le 20^{ème} anniversaire de la convention internationale des droits de l'enfant est un nouveau coup bas contre une autorité indépendante qui a fait ses preuves et qui va à l'encontre des recommandations des experts du Comité des droits de l'enfant de l'ONU qui a déjà déploré l'absence de politique globale de l'enfance sur notre territoire.

Il faut se mobiliser contre cette nouvelle régression de l'état de droit.

**Pascale ESCOUBES,
Adhérente de la section d'Evian-Publier.**

CA SUFFIT !

En plein mois d'août, le gouvernement travaille à la remise en cause des retraites des femmes ayant eu un ou plusieurs enfants et souhaiterait que la réforme des avantages accordés aux mères en matière de retraite figure dans le projet de budget 2010 de la Sécurité Sociale ».

En toute discrétion, cette information est diffusée en plein congés entre un fait divers et un énième rapport sur le nombre de masques commandés pour faire face à la grippe H1N1.

Il serait devenu subitement urgent d'assurer l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes, d'appliquer une règle européenne pourtant vieille de plusieurs années.

Pourquoi les économies nécessaire à la réduction du déficit de la Sécurité Sociale devraient être réalisées sur le dos des femmes.

Comme le notait une internaute : « 6 milliards d'euros économisés sur le dos de celles qui ont les retraites les plus faibles, qui ont choisi de mettre leur carrière entre parenthèse pour élever leurs enfants, qui ont eu des salaires inférieurs à ceux des hommes. Belle égalité en vérité ! ».

D'autant plus que les avantages accordés aux mères de famille en matière de retraite - la majoration de durée d'assurance (MDA) - ont été mis en place pour compenser les inégalités entre les hommes et les femmes face à la retraite. Ces inégalités existent toujours. En moyenne, les hommes arrivent à la retraite avec 161 trimestres de cotisations contre 132 pour les femmes, et qu'en moyenne, à travail égal, le salaire d'une femme est de 25% inférieur à celui d'un homme.

Parlons d'égalité homme/femme... oui mais dans ce cas travaillons sur la prise en compte de la paternité dans le calcul des droits à la retraite des hommes et permettrons une société réellement égalitaire entre les femmes et les hommes !

Secrétariat aux Droits des Femmes.



Retrouvez toutes les informations de la Fédération du Parti Socialiste de Haute-Savoie sur
Le site de la Fédération du Parti Socialiste de Haute-Savoie

www.ps74.org

Appels à la mobilisation - Les rendez-vous socialistes - Lettre d'information du PS

UNE REFORME EN TROMPE-L'OEIL QUI AFFAIBLIRA LES COLLECTIVITES

La réforme territoriale qui devrait arriver en discussion au Sénat dans quelques semaines n'augure pas grand-chose de bon pour les collectivités territoriales.

Nous avons pourtant espéré que la réforme, nécessaire, permette d'avancer dans plusieurs directions : simplifier l'organisation des territoires et clarifier la répartition des compétences entre les collectivités (commune, intercommunalité, département, région, Etat), rendre plus juste la fiscalité locale (réforme de la taxe d'habitation en prenant en compte les revenus, changement de l'assiette de la taxe professionnelle), réduire les inégalités de ressources entre collectivités.

Malheureusement, l'avant-projet de loi diffusé au cœur de l'été n'emprunte pas ces chemins, mais plutôt celui d'une réforme en trompe-l'œil.

En effet, si la droite est prompte à fustiger le « mille-feuilles » administratif, qu'elle a d'ailleurs aggravé avec les récentes réformes Raffarin, qui ont encore enchevêtré davantage les compétences, le projet de loi ne simplifie pas grand-chose. Le nombre de niveaux de collectivités ne change pas ; le texte, particulièrement confus, se limite à prévoir la possibilité de rapprochements volontaires. Tout cela ne permettra pas vraiment aux citoyens d'y voir plus clair : qui, de l'État, de leur région, de leur département, ou de leur commune et de leur intercommunalité, est responsable de l'emploi, de l'éducation, de la formation, des transports collectifs, de la santé, de la solidarité avec les personnes âgées, les personnes handicapées... ?

Alors qu'on attendait une clarification du partage des compétences entre régions et départements, la mesure phare du projet consiste à fusionner les mandats de conseiller général et régional en un unique « conseiller territorial ». Au prétexte de limiter le nombre de mandats, c'est le cumul des fonctions qui serait institué, et la confusion des responsabilités. On veut faire croire qu'on ferait ainsi des économies substantielles, ce qui n'est pas sérieux : les indemnités des élus ne représentent que 0,2 à 0,3 % des dépenses des Départements !

La mesure est démagogique, et surtout politicienne : l'intention du gouvernement est d'abord d'affaiblir ces collectivités aux majorités désormais ancrées à gauche, et de faciliter leur reconquête. Le mode de scrutin envisagé pour l'élection du « conseiller territorial » (uninominal à un tour dans une circonscription cantonale élargie), serait particulièrement favorable à l'hétéroclite majorité présidentielle, en donnant la possibilité de se faire élire avec 30 % des voix !

Le volet fiscalité locale de la réforme, en se limitant à la suppression annoncée de la taxe professionnelle, accentue les menaces sur les ressources et l'autonomie fiscale des collectivités. Celles-ci étaient déjà malmenées par la stagnation des dotations de l'Etat depuis 2002 et par les transferts de charges non compensés.

Ce qu'on connaît aujourd'hui du montage proposé en remplacement de la taxe professionnelle montre que le compte n'y est pas : les entreprises devraient bénéficier d'au moins 5 à 6 milliards d'euros d'allègements, soit près du tiers de ce qu'elle payent aujourd'hui, et le gouvernement envisage de compenser en partie le manque par de nouvelles dotations... Résultat : l'autonomie financière des collectivités sera réduite, elles seront encore plus dépendantes d'un gouvernement qui s'est fixé pour objectif majeur la réduction des dépenses publiques.

Conséquence, les collectivités auront moins de moyens, les services publics de proximité seront affaiblis : construction des écoles, collèges, lycées, crèches, transports en commun, solidarité avec les plus démunis, aides aux personnes âgées et handicapées, soutien aux projets associatifs, au sport, à la culture...

Enfin, en ce qui concerne la taxe d'habitation, la mesure de justice sociale tant attendue, qui consisterait à la moduler selon les revenus des ménages, n'est toujours pas à l'ordre du jour !

Soyons justes, le projet de réforme comprend tout de même quelques perspectives d'avancée, notamment sur l'intercommunalité, en prévoyant l'achèvement et la simplification de la carte intercommunale : l'intercommunalité doit en effet être renforcée, pour rendre les services publics locaux plus efficaces et organiser la solidarité entre communes riches et pauvres. Il faut faire en sorte que, bientôt, toutes les communes appartiennent à une « Communauté de communes » ou d'agglomération, et permettre aux citoyens d'élire leurs représentants au suffrage universel.

En cette rentrée, le projet de loi tarde à sortir (il devait être présenté dès le mois de juillet en Conseil des Ministres), ce qui signifie que les arbitrages sont difficiles. C'est le moment de nous mobiliser, les élus, notamment au sein de nos associations, et tous les militants et citoyens qui sont attachés à la démocratie et aux services publics locaux.

Jean BOUTRY
Président de l'Union départementale des élus
socialistes et républicains de Haute-Savoie
(UDES),
Maire de Cran-Gevrier.



Ils l'ont dit, et on les en remercie !

De même qu'il a osé se référer à Blum et à Jaurès, le nouveau Badinguet pourrait être tenté de s'approprier Victor HUGO...

Informons-le tout de suite de ce qu'il peut y trouver :

« Que peut-il ? tout. Qu'a-t-il fait ? Rien.

Avec cette pleine puissance, en huit mois un homme de génie eût changé la face de la France, de l'Europe peut-être.

Seulement voilà, il a pris la France et n'en sait rien faire. Dieu sait pourtant que le Président se démène : il faite rage, il touche à tout, il court après les projets ; ne pouvant créer, il décrète ; il cherche à donner le change sur sa nullité ; c'est le mouvement perpétuel ; mais, hélas ! cette roue tourne à vide.

L'homme qui, après sa prise de pouvoir a épousé une princesse étrangère est un carriériste avantageux.

Il aime la gloriole, les paillettes, les grands mots, ce qui sonne, ce qui brille, toutes les verroteries du pouvoir.

Il a pour lui l'argent, l'agio, la banque, la Bourse, le coffre-fort. Il a des caprices, il faut qu'il les satisfasse.

Quand on mesure l'homme et qu'on le trouve si petit et qu'ensuite on mesure le succès et qu'on le mesure énorme, il est impossible que l'esprit n'éprouve pas quelque surprise.

On y ajoutera le cynisme car, la France, il la foule aux pieds, lui rit au nez, la brave, la nie, l'insulte et la bafoue ! Triste spectacle que celui du galop, à travers l'absurde, d'un homme médiocre échappé ».

Et un costume, un !

Philippe VAL : « Dans la pente, Nicolas Sarkozy fait partie de ceux qui nous exhortent à descendre, ce qui est toujours plus populaire que d'encourager à monter ; descendre vers les passions identitaires. Descendre vers la justification génétique et divine de l'injustice, de la pauvreté, de la fragilité. Descendre vers le « bon-sens-entre-soi » qui ricane devant les complications intellectuelles d'un « vivre ensemble » d'aujourd'hui. Descendre vers un monde où les exigences boursières des rentiers tiennent lieu de politique industrielle, écologique, culturelle, sociale »

Le voilà habillé pour l'hiver :

Jean PEYRELEVADE : « La difficulté est aujourd'hui que le capitaine tout-puissant de l'équipe au pouvoir est en matière économique un amateur qui croit être pro. Je le crois trop sûr de lui et de son jugement, trop ignorant de l'intelligence d'autrui dès lors qu'elle ne rencontre pas ses vues pour admettre qu'il ait pu gravement se tromper. En un mot, je crains son entêtement »

Et jusqu'au chapeau !

François HOLLANDE : « Ne vous plaignez pas de cette captation d'héritage [Jaurès, Blum Mitterrand cité par Sarkozy]. Soyez généreux. Soyez socialistes. Mettez-vous un peu à sa place. Vous seriez de droite, mais qui chercheriez-vous comme référence ? De Gaulle, sûrement. [...] Thiers, le massacreur de la Commune ? Mac Mahon, « se démettre ou se soumettre » ? Poincaré ? Tardieu ? Antoine Pinay ? [...] Sarkozy aurait quand même pu citer Giscard. C'est dur pour Giscard d'avoir Mitterrand comme référence. Mais il aurait pu dire Balladur. Voilà une belle référence pour Nicolas Sarkozy. Et Chirac ? Pourquoi il n'a pas dit Chirac ? Alors, voyez-vous, il faut les comprendre. La belle histoire, le progrès, les conquêtes sociales, qui les a faites ? C'est la gauche et pas la droite. »

FEDERATION SOCIALISTE DE HAUTE-SAVOIE

Ouverture des bureaux:

Secrétariat : Lundi, Mardi, Jeudi, Vendredi de 9 h.00 à 12 h.30 et de 14 h.00 à 18 h.00
Permanence de l'attachée fédérale : Lundi, Mardi, Mercredi, Jeudi, Vendredi de 8h.30 à 12h.30

<http://www.ps74.org>

8 rue Louis Armand - B.P. 830 - 74016 ANNECY Cedex
Tel: 04.50.09.68.83 Fax : 04.50.09.68.75 Mèl : fede74@parti-socialiste.fr

PRESENCE SOCIALISTE MENSUEL DE LA FEDERATION DE HAUTE-SAVOIE DU PARTI SOCIALISTE
Directeur de Publication : Claire DONZEL - CPPAP 1008 P 10128 - Dépôt légal à parution
2000 exemplaires - Imprimerie spéciale Parti Socialiste 8 rue Louis Armand 74000 ANNECY